

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
CONSEIL REGIONAL FES -MEKNES

L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX N°: 30/RFM/2018

du 04/10/2018 à 10 heures

TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU CENTRE ET DOUARS RELEVANT DE
LA COMMUNE SERGHINA – PROVINCE DE BOULEMANE-
LOT 3 : EQUIPEMENT

Règlement de consultation
(RC)

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS :	3
ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 7 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS	4
ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 09 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE.....	9
ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	9
ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS.....	9
ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS.....	10
ARTICLE 14 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUSSIONNAIRES	10
ARTICLE 15 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES	10
ARTICLE 16: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	10
ARTICLE 17 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE.....	11
ARTICLE 18 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	11
ARTICLE 19 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES.....	11

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres des prix n° **30/RFM/2018** ayant pour objet les **TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU CENTRE ET DOUARS RELEVANT DE LA COMMUNE SERGHINA – PROVINCE DE BOULEMANE– Lot N°3 EQUIPEMENT**

ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS :

Le projet en question est réparti en quatre lots :

- **Lot 1** : Conduites
- **Lot 2** : Génie civil
- **Lot 3** : Equipement

Le présent appel d'offres concerne Lot 3 : Equipement

L'attribution du lot se fera, lot par lot, après ouverture, examen des offres par une commission d'appel d'offre.

Dans le cas où plusieurs lots sont attribués à un même concurrent, il peut être passé avec ce concurrent un seul marché regroupant tous ces lots.

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché objet du présent appel d'offres est **LE CONSEIL REGIONAL FES– MEKNES**, représenté par Monsieur le président du conseil régional de la région de FES-MEKNES, désignée ci-après indifféremment par le maître d'ouvrage ou l'administration. Alors que **l'assistance technique** sera assurée par l'ONEE branche eau en coordination **avec l'AREP de la région Fès-Meknès**.

ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre:

- a. Copie de l'avis d'appel d'offres;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement;
- d. Le modèle du bordereau des prix et du détail estimatif
- e. Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- f. Le présent règlement de consultation;

ARTICLE 5 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret du 20 Mars 2013, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré et téléchargé ledit dossier et publiées sur le portail des marchés publics et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ce report doit intervenir par **un avis modificatif** dans les mêmes conditions prévues à l'article 19 du décret du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics et dans un délai minimum **de dix (10) jours** à compter du lendemain de la date de la dernière publication de **l'avis modificatif** sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau du Service des **Marchés de la Région Fès- Meknès sis à N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès**, dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés de publics ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

ARTICLE 7 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Conformément à l'article 22 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au bureau d'ordre du Conseil de la Région Fès – Meknès sis à Av. Allal Ben Abdellah V.N Fès ;

Tout éclaircissement ou renseignement fourni à un concurrent à sa demande sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré et ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres

ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics :

1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement;
 - sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
2. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
 - les personnes en liquidation judiciaire ;
 - les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
 - les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité.
 - les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 09 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS

1. LE DOSSIER ADMINISTRATIF

- ***Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres:***

- a- une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité.
- b- l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- c- pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité;

- ***Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité:***

a - la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :

Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;

Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;

L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

b- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

c- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

d- le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

e- les pièces justificatives de la nationalité de l'entreprise et de ses dirigeants pour les marchés passés pour les besoins de la défense nationale ou de la sécurité publique, si le maître d'ouvrage les exige. ;

f- l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

2.LE DOSSIER TECHNIQUE

a- Les entreprises installées au Maroc

Les concurrents devront fournir une copie légalisée (certifiée conforme à l'original) du certificat de qualification et de classification suivants :

- Pour le lot 1 : **Secteur C Classe 3 Qualifications exigées C1**
- Pour le lot 2 : **Secteur A Classe 3 Qualifications exigées A6**
- Pour le lot 3 : **Secteur I Classe 3 Qualifications exigées I6**

b- Les entreprises non installées au Maroc

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- L'entreprise doit avoir réalisé avec satisfaction au cours des **Cinq (05) dernières** années, au moins **deux (02) marchés** de nature et importance similaires, et devra présenter des attestations délivrées par les hommes de l'art ou par les maîtres d'ouvrages ; chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire ;
- Les bilans et comptes d'exploitation avec les chiffres d'affaires annuels exprimés en volume total des travaux d'équipement réalisés au cours des trois (3) dernières années ;

- La liste du personnel d'encadrement ; ce personnel devra être constitué au moins de deux ingénieurs et deux techniciens ; les copies des diplômes des cadres et techniciens concernés avec les pièces justifiant leur emploi par l'entreprise seront joints au dossier ;

c- Fiches/Caractéristiques techniques des fournitures

L'entreprise est tenue de joindre à son offre un dossier de fiches techniques de tous les Equipements hydro électromécaniques, Electriques et de stérilisations prévu dans le cadre du présent appel d'offre.

Les documents techniques à joindre en réponse à l'offre devront contenir à minima les renseignements suivants :

- Norme de fabrication,
- Provenance,
- Fournisseur,
- Fabricant,
- Agrément,
- Certification,
- Etc....

L'entreprise est également tenue de renseigner et joindre à son offre, les tableaux définissant les caractéristiques techniques des équipements ci-dessous :

- Caractéristiques techniques des groupes de pompage-

Groupe de pompage immergée		
Caractéristiques	CPS	Offre Entreprise
Moteur		
Marque		
Type		
Puissance (kw)		
Intensité A		
Tension V	(380 - 400 V) - 3ph - 50 Hz	
Cos phi à 3/4		
Rendement à 3/4		
Vitesse de rotation (tr/mn)	2900	
Pompe		
Marque		
Type		
Débit	6 l/s (± 5 %)	
HMT	150 m (+ 5 %)	
Rendement		
Puissance		
Groupe		
Rendement global	> = 50%	
Diamètre de refoulement Bridé		
Diamètre Aspiration Bridé		
Nature de matériaux de construction		
Pompe		
Corps	Fonte	
Roues	Acier Inox	
Arbre	Acier Inox	

Caractéristiques techniques des débitmètres électromagnétiques et leurs accessoires

Caractéristiques		Offre ONEE-Branche Eau	Offre Entreprise
Débitmètre			
Marque			
Version	Séparé		
Pressions Nominale (bar)	16		
Précision de mesure	0,25%		
Température de fonctionnement	(-)2°C à (+)50°C		
Tension d'alimentation	220 V (+ou-) 10%		
Indice de protection	IP 68		
Accessoires			
Afficheur programmable	À 16 caractères		
Clavier de programmation	Oui		
Totaliseur de volume	À 8 chiffres		
Horloge d'indisponibilité	Alimentation par pile au lithium longue durée		
Système de protection de l'alimentation	Oui		
Système de protection de la mesure	Oui		
Prise de courant secours	01		
Nature de matériaux de construction			
Brides	Acier carbone		
Electrodes	Acier inox		
Revêtement intérieur	Elastomère		
Convertisseur			
Marque			
Type			
Montage	Boîtier murale		
Indice de protection	IP67		
Onduleurs			
Marque			
Type			
Tension en V	220V		
Autonomie	4heures		
Nbre de prise	2		

Caractéristiques techniques des Démarreurs électroniques

Spécifications techniques		Offre ONEE Branche Eau	Offre Entreprise
Démarreurs électroniques			
Marque			
Type d'algorithme		Pompe	
Température max de fonctionnement en ° C		50 sous armoire	
L'entreprise doit justifier son dimensionnement par une note de calcul pour d'éventuels déclassement des démarreurs au cas ou ceci sont prévus pour un fonctionnement à 40°C			
Protocole de Communication		Ouvert, standard	
Station de pompage	Puissance nominale moteur en KW		
	Puissance du démarreur en KW (à 50 °C sous armoire)		
	Type (Référence constructeur)		
	Intensité nominale en A à 50°C		

Caractéristiques techniques des équipements des armoires d'arrivées :

Caractéristiques	CPS	Offre Entreprise
Disjoncteur général BT		
Marque		
Type	Tétra polaire magnétothermique débranchable	
Déclencheur thermique	Réglable	
Déclencheur magnétique	Réglable	
Classe de déclenchement	10	
Verrouillage	Par serrure	
Relais de tension		
Marque		
Référence		
Disjoncteur moteur		
Marque		
Type	Tripolaire magnétothermique	
Déclencheur thermique	Réglable	
Déclencheur magnétique	Réglable	
Nombre de contact auxiliaire	2	
Contacteurs de ligne et de by pass		
Marque		
Type	AC3	
Nombre de contact auxiliaire	4 (3 "O" et 1" F")	
Relais différentiel de contrôle permanent d'isolement à deux seuils		
Marque		
Type	Relais différentiel	
Sensibilité	Réglable avec 2 sélecteurs	Seuil Oui
		Temps Oui
Tore	Ouvert	

Spécifications des équipements hydromécaniques

Désignation	CPS	Offre Entreprise
Vanne	Marque	
	Type	À OCA
Ventouse	Marque	
	Type	Triple fonction
Bride Major	Marque	
	Type	Fonte ductile
Stabilisateur	Marque	
	Type	S-3D
Joint démontage	Marque	
	Type	Auto buté
Clapet anti retour	Marque	
	Type	À double battant
Manomètre	Marque	
	Type	À bain d'huile de glycérine
	Cadran	
	Robinet d'isolement	À double pointeau avec brides porte - étalon manomètre 1/2"
Antis Béliers		

Marque				
Capacité en litre	200			
Pression de service (bar)	PN16 Pour SP			
Pression d'épreuve				
Type	eau claire à vessie alimentaire			
Position	V			
Indicateur de niveau	Marque		Marque	
	Type		Type	
Robinet d'isolement (Air / Eau)	Matériaux		Marque	
	Type		Type	

Après examen des fiches techniques des équipements et des caractéristiques techniques renseigner par l'entreprise, La commission d'Appel d'offre arrêtera une liste de candidats, dont les documents techniques présentés répondent aux spécifications exigées. Elle arrêtera également la liste des candidats dont les offres sont à écarter à cause des insuffisances constatées dans les fiches techniques ou/et caractéristique technique renseigner dans le tableau ci-dessus.

NB : Concernant les organismes publics, les documents à fournir sont ceux prescrits par l'article 25-II du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix -détail estimatif ;

Le montant de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix et du détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n°2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- l'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

Ce pli contient deux enveloppes distinctes:

- a) La première enveloppe contient les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales le règlement de la consultation paraphés et signés par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "dossiers administratif et technique";
- b) La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "offre financière".

- Les deux (2) enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :
- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché et l'indication du lot concerné ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité et celles de l'Arrêté du Ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 4 -09-2014 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les plis sont au choix des concurrents:

- 1- soit déposer contre récépissé leurs plis sur support papier dans le bureau du Service des Marchés de la région Fès Meknès;
- 2- soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau d'ordre du Conseil de la Région Fès – Meknès sis à Av. Allal Ben Abdellah V.N Fès ;
- 3- soit transmettre par voie électronique au maître d'ouvrage ;
- 4- soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis;

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévu à l'article 19 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 19 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité, **ou par le biais du certificat s'il s'agit d'un dépôt électronique.**

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, **et de l'article 10 l'Arrêté du Ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 4 -09-2014 précité .**

ARTICLE 14 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUMISSIONNAIRES

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des soumissionnaires s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36 et 39 du décret n° 2-12-349 précité, **et celles de l'article 11 du de l'Arrêté du Ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 4 -09-2014 précité.**

ARTICLE 15 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

Conformément aux dispositions **des articles 36, 40 et 41 du décret n° 2-12-349 précité**, l'examen des offres financières concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques.

Le marché sera attribué au concurrent dont l'offre financière est **la moins disante.**

ARTICLE 16: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si pendant ce délai, la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe.

Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 17 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Conformément aux dispositions de l'article 155 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349, aux seules fins de comparaison des offres, et après que la commission d'appel d'offres ait arrêté la liste des concurrents admissibles et éliminé les concurrents dont les offres ne sont pas conformes aux spécifications exigées et lorsque des entreprises étrangères soumissionnent à ces marchés, une préférence peut être accordée aux offres présentées par des entreprises nationales.

Dans ces conditions, les montants des offres présentées par les entreprises étrangères sont majorés d'un pourcentage de quinze pour cent (15%).

Lorsque des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnent auxdits marchés, le pourcentage visé ci-dessus est appliqué à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés fournissent, dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 29 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement

ARTICLE 18 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 19 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue arabe ou française.

Fait à, le **17 AOUT 2018**

Le Maitre d'ouvrage

Le concurrent
(Lu et accepté)

 Pour le Président et P.O
Directeur Général des
Services
Abderrazzak MOUMNI